Opinion

CHILI - Pour un financement solidaire du système éducatif !

Jorge Gonzalorena Döll

jeudi 1er septembre 2016, mis en ligne par Françoise Couëdel

6 juillet 2016.

La remise au Parlement du projet de loi sur l'Éducation supérieure a achevé d'enterrer les illusions de ceux qui fondaient des espoirs injustifiés sur les volontés supposément réformistes du gouvernement actuel. Il est désormais d'une clarté lumineuse que la dénommée « Nouvelle majorité » n'a jamais été mue par un véritable intérêt pour réformer le système éducatif et qu'elle a seulement aspiré, moyennant quelques infimes ajustements du modèle éducatif imposé par la dictature, à calmer le mécontentement pour affaiblir ainsi la résistance de la lutte des étudiants.

Comme n'importe quelle personne moyennement informée le sait, la dictature, appuyée par un important déploiement de méthodes terroristes et au profit exclusif du grand capital, a fait table rase des droits sociaux conquis antérieurement par les travailleurs dans le domaine du travail, de la contribution à la retraite, de l'éducation et de la santé publique, en réduisant les salaires, en précarisant l'emploi, en imposant un système de prélèvement pour la retraite qui est une capitalisation individuelle, administré à sa guise par le grand capital, en privatisant de façon croissante le système scolaire et universitaire ainsi que le système de santé.

Évidemment, rien de tout cela n'a été fait au hasard ou pour des raisons d'efficacité ou d'efficience sociale, comme l'ont prétendu faussement ceux qui ont fait l'apologie du modèle néolibéral mais pour qu'il bénéficie aux secteurs les plus riches et les plus puissants de la population, en allégeant substantiellement la charge d'impôts par laquelle ils devaient contribuer à financer ces services au titre de biens publics. En outre, en cessant de considérer que ces services relèvent du devoir de l'État, d'autres niches rentables ont été crées qui, destinées à optimiser leurs bénéfices, ne peuvent le faire qu'au détriment de la qualité des prestations qu'elles offrent.

En effet, l'objectif suprême étant l'appât du gain, l'offre de ces services génère de nombreuses incitations perverses qui minent leur qualité et fiabilité sociale. C'est ainsi que surgissent, à l'initiative et sous la protection active de l'État, de nouveaux marchés centrés sur l'existence de publics ciblés qui peuvent rester captifs durant de longues périodes, ce qui permet aux entreprises de spéculer sur le long terme, avec une stabilité inexistante dans les marchés traditionnels.

Prenons l'exemple d'une université. Dans ce système mercantilisé, sa source de revenu provient des droits d'inscriptions réclamés aux étudiants, avec l'obligation de capter et ensuite de retenir le plus grand nombre possible de « clients », même si cela se fait en permanence au détriment des niveaux de rendement académique exigés. En outre, pour gonfler ses marges bénéficiaires, il impose un effectif académique le plus réduit possible, qui couvre la majeure partie des cours grâce à des professeurs précarisés, rétribués par des honoraires et pour des montants plutôt modestes. Pas question de la possibilité d'encourager le développement de nouvelles connaissances d'un réel intérêt social !

Cela a été et continue à être le sujet principal : il explique la résistance obstinée des riches à ce que le système soit réellement réformé pour que l'État assume à nouveau son devoir de garantir le financement de l'éducation et de la santé comme droits sociaux de la population. Il est évident que la diminution

croissante de l'intervention de l'État dans ces domaines et l'augmentation constante de la privatisation et la marchandisation des services correspondants a réduit l'importance des fonds nécessaires pour financer les dépenses publiques ; mais cela s'est fait au détriment d'un énorme préjudice social qui se traduit par une forte augmentation des inégalités.

Il est certain qu'aujourd'hui, au Chili, nous avons un système éducatif qui, en comparaison avec celui d'autres pays, absorbe trop de ressources, avec un apport minimum de l'État, qui révèle de piètres résultats dans le strict domaine de la formation et qui est fortement discriminant. En résumé, un désastre à tous points de vue, qui invoque en sa faveur la seule augmentation de la couverture mais, si on le compare à celui d'autres pays de la région, on peut constater immédiatement que cela correspond à une tendance universelle et avec des réussites bien plus importantes dans des pays qui ont des systèmes éducatifs fortement basés sur l'investissement public, comme, par exemple, celui de l'Argentine, du Venezuela ou de Cuba.

Si nous ajoutons à cela les niveaux très élevés d'endettement qui pèsent sur de nombreuses familles aux revenus moyens ou faibles, le transfert obscène et injustifié des fonds publics au système bancaire privé, par l'intermédiaire du Crédit avec aval de l'État (CAE), le manque de contrôle avec lequel opèrent impunément de grandes entreprises transnationales du négoce éducatif, la précarisation des emplois qui affecte la majeur partie du personnel académique et des fonctionnaires des universités, aussi bien publique que privée, et le manque de participation démocratique réelle des communautés universitaires dans la gouvernance des institutions de l'éducation supérieure, on comprend la forte indignation que cela suscite chez les étudiants et leurs familles.

Face à cela la caste, vénale de toute évidence, qui domine la scène politique, a propagé une série de mensonges pour tenter de discréditer la lutte des étudiants. Ce qu'on entend le plus ces jours-ci, dans la bouche de nombreux « experts », y compris celle du ministre du budget, et répété fidèlement par les opérateurs des moyens de communication, c'est qu'il est impossible de financer la gratuité universelle de l'éducation à tous les niveaux, y compris universitaire, tout simplement par ce que les ressources du pays ne le permettent pas. Mais le fait est que des pays avec moins de ressources que le Chili, comme Cuba par exemple, l'ont fait et avec d'excellents niveaux de préparation de ses étudiants.

Comme nous l'avons dit précédemment, c'est qu'au Chili nous avons un budget public qui, après le coup d'État, s'est vu réduit drastiquement pour permettre que les groupes les plus puissants puissent s'approprier tranquillement une part exorbitante de la richesse générée dans le pays, sans avoir à contribuer de façon effective au financement des besoins de la société. Mieux encore, le poids des impôts est retombé de préférence sur les épaules des secteurs dont les revenus sont moyens ou faibles, en libérant ou en l'allégeant par différents moyens les charges sur les revenus les plus hauts. Il suffit d'observer l'ampleur des privilèges fiscaux dont jouit actuellement le secteur des entreprises minières.

C'est pour cette raison qu'aujourd'hui nous avons au Chili un système fiscal profondément régressif, c'est-à-dire un système d'imposition qui, en relation avec les revenus, grève proportionnellement davantage les franges moyennes de la population ou les plus pauvres, que les secteurs les plus riches. Avec les bas salaires, c'est ce qui explique l'énorme inégalité sociale qui existe actuellement dans le pays. Et cela sans considérer la cause ultime et décisive, qui est l'extrême inégalité dans la répartition de *la richesse*, créée et recréée en permanence par une économie basée sur l'appropriation privée des moyens de production et encouragée et orientée, dans son fonctionnement, par l'appât du gain, c'est-à-dire une économie capitaliste.

Évidemment il serait indécent de tenter d'augmenter la charge des impôts déjà lourde qui pèse sur les plus pauvres. Au contraire, cette charge devrait être allégée, en exemptant d'impôts les articles de première nécessité. Sur cet argument s'appuie le discours hypocrite de ceux qui soutiennent que la gratuité universelle non seulement ne serait pas possible mais aussi non souhaitable car elle serait socialement régressive car elle obligerait les plus pauvres à payer l'éducation des plus riches. Évidemment que cela n'a rien à voir, car cela serait profondément immoral que les plus pauvres paient pour l'éducation des plus riches. Et c'est pour cette raison que la solution ne consiste pas à augmenter la

charge fiscale, en augmentant le taux de la TVA ou en élargissant la base de l'Impôt sur le revenu, mesures qui évidemment rendraient encore plus régressif le système fiscal.

Mais tout ce que ces « experts » taisent délibérément c'est que ce n'est pas l'unique manière de le faire. La charge fiscale non seulement peut mais, selon des critères élémentaires de justice, devrait augmenter significativement grâce à la hausse de celle qui taxe très légèrement les revenus des secteurs les plus riches – c'est-à-dire en générant une manière effectivement solidaire d'augmenter et de financer le budget public. Cela permettrait non seulement de contribuer aux ressources nécessaires pour que l'État finance une offre publique universelle d'éducation de qualité mais aussi de financer d'autres besoins urgents comme celui d'une couverture universelle de santé si impérativement nécessaire de nos jours dans le pays.

Cela, à l'inverse de ce que prétend le discours hypocrite de la classe dominante, permettrait que les riches non seulement se limitent, comme ils le font aujourd'hui, à financer de façon temporaire l'éducation de leurs propres enfants, mais contribuerait aussi à financer, de façon substantielle et permanente, l'éducation des enfants de nombreuses familles qui n'ont pas les moyens d'y pourvoir. Et si, dans l'avenir, en qualité de professionnels, tous ces jeunes dont la société a financé solidairement les études, réussissent à accéder à de hauts niveaux de revenus, grâce au système fiscal progressif, ils se trouveront dans l'obligation d'apporter aussi leur contribution proportionnelle au financement permanent de la dépense publique.

C'est le minimum que nous devrions espérer dans une société régie par des critères élémentaires de justice. Mais pour les représentants de l'*establishment*néolibéral et pour le gouvernement supposément « progressiste » de la « Nouvelle majorité » pas question de modifier le système fiscal actuel, récemment « retouché » par une réforme ridicule, fruit d'une cuisine obscène lors de sombres conciliabules du Sénat.

Jorge Gonzalorena Döll est un sociologue et historien économique chilien.

Texte traduit de l'espagnol par Françoise Couëdel.

Source (espagnol) : http://www.alainet.org/es/articulo/178630.